jm

GLAND ■ LICENCIEMENTS

Débrayage chez Stellram

Craignant la fermeture définitive de leur entreprise à cause d'une délocalisation, les employés réagissent par un arrêt «préventif» d'une heure.

LAURENCE ARTHUR

Votée à l'unanimité, une grève à l'entreprise Stellram à Gland a été suivie hier matin durant une heure par une septantaine d'employés, soit la quasi-totalité du personnel — l'effectif est de 82 — y compris l'administration. Les collaborateurs veulent que les licenciements opérés régulièrement cessent et montrent leur détermination à se battre pour conserver le site de production. «Nous n'avons rien fait lorsque le site de Nyon a été fermé. C'est une erreur, nous aurions pu préserver les emplois. Des employés sont licenciés malgré les excellents résultats de l'entreprise. Nous voulons stopper l'érosion avant qu'il ne soit trop tard.»

Une lettre ouverte a été distribuée à l'intention de la presse dans laquelle l'équipe décrit la détérioration du climat de confiance. Celle-ci dénonce le renvoi de personnes malades hors des protections légales et sept récents licenciements «à titre préventif». Solidaires, les employés ont manifesté leur attachement à l'entreprise. «Nous ne voulons pas enfoncer l'entreprise, c'est notre gagne-pain et elle fait partie de notre vie.» Bien que démotivés, les employés insistent: «Nous continuons à faire notre travail avec conscience et diligence.»



Les ouvriers de Stellram à l'écoute de Pierre-Yves Maillard, secrétaire régional de la FTMH. Georges Meyrat

Françoise Wildi, contrôleur de gestion, sous-directrice, reconnaît les très bons résultats et défend par écrit: «L'entrée des demandes de produits fabriqués à Gland n'a pas évolué favorablement et nos prévisions de travail pour l'année à venir nous ont obligés à prendre les devants dans la planification des ressources.» Autrement dit, la direction choisit d'effectuer des licenciements par anticipation.

Le président de la commission du personnel regrette quant à lui qu'une solution de chômage partiel n'ait été envisagée. L'ensemble des employés craint à terme la délocalisation et la fermeture complète du site de production. «Cela n'est pas prévu. La société ne peut pas se passer des produits signés Stellram», assure Françoise Wildi.

Cette action syndicale se veut emblématique en mettant en lumière la détérioration du climat dans les industries de l'arc lémanique. Sensibilisées, d'autres commissions du personnel ont fait part de leur soutien. Dans le cadre général de la problématique touchant le canton (*voir 24 heures* du 30 novembre 2001), Jacqueline Maurer a accepté de rencontrer une délégation syndicale. □

SI VOUS AVEZ RATÉ LE DÉBUT

L'entreprise de fabrication d'outils de coupe et de haute précision, basée à Nyon et à Gland, emploie 350 collaborateurs. C'est un fleuron de l'industrie. En 1996, elle est rachetée par la multinationale américaine Allegheny Teledyne Company. Elle compte alors encore 225 personnes.

En 1999, le site de Nyon est fermé. Il est annoncé qu'aucune suppression d'emploi ne sera effectuée. La production de poudre de minerai, composant des plaquettes produites est expatriée à Nashville aux Etats-Unis. Un technicien suisse est chargé de former sur place des ouvriers américains. Annonce d'une soixantaine de licenciements en Suisse. Menaces de grève. Des plans sociaux sont obtenus. Il reste 90 employés à Gland.

Les tensions s'accentuent. La direction ne respecte pas certains points de la convention collective, qu'elle n'a pas signée, mais qu'elle s'était engagée à suivre. Un accord est trouvé à fin 2001.

Décembre 2001. Annonce de sept licenciements. Quelques renvois ont déjà été effectués durant l'automne. L'effectif au mois de janvier est de 82 personnes. **L. Aur**

Virés après vingt ans de service

Près de la moitié des employés travaillent dans l'entreprise depuis plusieurs décennies. Pour eux, le coup est particulièrement rude. Paul*, depuis vingt-sept ans dans la société, a vu les choses venir. Il est convaincu qu'à terme, le site de production de Gland fermera. Découragé et las de lutter, il espère obtenir un bon plan social, mais se bat pour le maintien du site. «Les gens n'ont plus d'avis, ils sont devenus neutres. Il faut pourtant savoir taper du poing. Plus personne n'est capable de prendre une décision.»

A 63 ans, Jules* a été licencié avant Noël après vingt ans de service. C'est un cadre. De graves problèmes cardiaques l'ont contraint à un long arrêt de travail. Trois semaines après son retour, son congé lui est signifié. Lorsqu'il parle, sa voix est éteinte, à peine audible. A force de négociations, il a pu obtenir une indemnité de départ, mais il ne bénéficie pas d'un plan social. «On m'a dit que je n'y avais pas droit parce que c'était un licenciement maladie et pas économique. Pourtant, mon poste n'a pas été remplacé.»

Béatrice* participe à la grève par solidarité. Elle est employée depuis trente-trois ans. «Nous avons eu beaucoup de promesses qui n'ont pas été tenues. Chaque année on perd un peu d'acquis.» **L. Aur**

* Prénoms fictifs

ÉLECTIONS CANTONALES ■ ARRONDISSEMENT DE COSSONAY

Sous le signe du renouvellement

Hormis la délégation radicale, les futurs élus des autres formations seront tous des nouveaux venus.

Elections cantonales du 3 mars 4

ARRONDISSEMENT ÉLECTORAL

COSSONAY

Le Vert François Marthaler, le socialiste Claude Poget et l'UDC Pascal Buffet, tous députés sortants de la région de Cossonay, ne figurent pas sur les listes de candidats de cet arrondissement. Les deux derniers ont choisi de passer la main à plus jeunes qu'eux après des mandats qui ont duré, respectivement, seize et douze ans. Quant au premier, il a déménagé et est candidat dans l'arrondissement de Romanel. C'est dire que la délégation de Cossonay (5 sièges) au Grand Conseil comprendra, à tout le moins, trois nouveaux visages.

Compte tenu des forces en présence, il est probable, en effet, que les seuls sortants à se représenter soient les radicaux **Linette Vullioud**, ancienne syndique de Sullens, et **Jacques Bezençon**, syndic de Penthaz.

Les socialistes ont placé en tête de liste le municipal de Penthalaz André Marendaz; une personnalité plutôt consensuelle. «Avec les reports de voix entre les districts de Cossonay et d'Echallens (10 mandats en jeu), on peut raisonnablement envisager de faire passer de 3 à 4 sièges notre délégation rose-verte, sur ces deux régions», note le député sortant Claude Poget.



Patrick Martin

Linette Vullioud (rad.).



Philippe Maeder-a

Bernard Martin (Verts).



Florian Cella-a

Jacques Bezençon (rad.).

La liste commune des Verts, POP et Gauche en mouvement est emmenée par **Bernard Martin**, «pape» du compostage. Les écologistes espèrent bien conserver le siège conquis, à quelques voix près, en 1998. Enfin, l'UDC a confié la tâche de conserver son fauteuil à l'agriculteur et syndic de Cuarnens, Laurent Chappuis. La ramoneure de Lussery-Villars, Madeleine Brocard-Iseli, deuxième sur la liste, leur portera-t-elle suffisamment chance pour conquérir un deuxième siège UDC? A voir.

Restent les libéraux qui présentent cinq personnes emmenées par le commerçant et syndic de Pampigny, François Pittet. Pour terminer, le PDC joue, comme en 1998, avec trois candidats seulement. L'enjeu est ici de glaner des voix qui assureront un, voire deux sièges dans le district voisin d'Echallens par le biais des reports de voix interarrondissement.

Bertrand Dubois

PUBLICITÉ

QUAND UNE RADIO DE LÉGENDE S'ASSOCIE À UNE VOITURE D'EXCEPTION...VOICI LE RESULTAT!

DU 21 JANVIER AU 2 FÉVRIER 2002, VENEZ DÉCOUVRIR L'ÉDITION LIMITÉE DU PT CRUISER NOSTALGIE CHEZ VOS AGENTS CHRYSLER – EMIL FREY. LORS DE VOTRE VISITE, PARTICIPEZ À NOTRE JEU – CONCOURS ET REPARTEZ AVEC UN PT CRUISER NOSTALGIE

Emil Frey SA
Centre Automobile Romand
Chemin de Closalet 19
1023 Crissier
Tél. 021 631 24 11

Emil Frey SA
Centre Automobile St Légier
Route du Rio-Gredon 10
1806 St Légier
Tél. 021 943 09 09

Emil Frey SA
Garage du Lignon
Route du Bois des Frères 46
1219 Le Lignon
Tél. 022 979 15 15

CHRYSLER
MultiLeaseSA

L'arrondissement de Cossonay, c'est:

- **Nombre de sièges au Grand Conseil:** 5.
- **Forces politiques en présence:** 28 candidats, répartis entre socialistes, radicaux, Les Verts, POP et Gauche en mouvement, PDC, UDC, libéraux.
- **Répartition actuelle des sièges:** 2 radicaux, 1 Vert, 1 socialiste, 1 UDC.
- **Population:** 20 429 habitants (chiffres 2000).
- **Nombre de communes:** 32.